

sadc

Société d'assurance-dépôts
du Canada



Protection de vos dépôts



Pour voir quelles institutions sont membres de la SADC et en savoir plus sur la protection des dépôts, consultez notre site Web : www.sadc.ca

Septembre 2017

Numéro de catalogue : CC394-3/2017F-PDF

ISBN : 978-0-660-09105-1

Canada

Une institution
membre de la
SADC se reconnaît
à ce symbole



La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) est une société d'État fédérale qui protège vos dépôts jusqu'à concurrence de 100 000 \$ par catégorie assurée, dans toutes les institutions financières membres de la SADC. La protection ne coûte rien et est automatique – pas besoin d'en faire la demande.



Ce qui est protégé

- **Les comptes d'épargne et les comptes de chèques**
- **Les certificats de placement garantis (CPG) et autres dépôts à terme**
dont l'échéance initiale est de cinq ans ou moins



Ce qui n'est pas protégé

- **Les fonds communs de placement, les actions et les obligations**
- **Les comptes en devise**
(\$ US par ex.)

Faites le compte !

Nous protégeons l'argent que vous confiez aux institutions membres de la SADC pour vous aider dans vos projets d'épargne. Si vous mettez de l'argent dans un **compte d'épargne**, un **compte de chèques** ou un **CPG** ou d'**autres dépôts à terme** (dont l'échéance initiale ne dépasse pas cinq ans), il est protégé jusqu'à concurrence de 100 000 \$ dans chacune des catégories suivantes :

	Vous	100 000 \$ (à votre nom seulement)
	Vous et quelqu'un d'autre	100 000 \$ (total par compte joint aux mêmes noms)
	Vos épargnes en fiducie	100 000 \$ (par bénéficiaire) un REEE par ex.
	Votre épargne libre d'impôt	100 000 \$ (CELI)
	Votre épargne-retraite	100 000 \$ (REER)
	Votre revenu de retraite	100 000 \$ (FERR)
	Votre impôt foncier	100 000 \$ (sur vos biens hypothéqués)
	Total de votre protection à chaque institution membre de la SADC	100 000 \$

Comment s'applique la protection de la SADC dans mon cas ?

À titre d'exemple, voyez comment est protégée une famille qui confie son argent à une institution membre de la SADC :

			MONTANT COUVERT
Claude	Compte d'épargne au nom de Claude	22 000 \$	122 000 \$
	CPG dans un REER	100 000 \$	
	Fonds commun de placement (pas couvert par la SADC)	20 000 \$	
	Total des épargnes au nom de Claude	142 000 \$	
Dominique	Compte de chèques au nom de Dominique	70 000 \$	95 000 \$
	Compte d'épargne dans un CELI	25 000 \$	
	Total des épargnes au nom de Dominique	95 000 \$	
Claude et Dominique	Compte de chèques conjoint couvert à raison de 100 000 \$ par groupe de copropriétaires	120 000 \$	100 000 \$
	Total des épargnes en commun au nom de Claude et Dominique	120 000 \$	
Leurs enfants	Sommes en fiducie pour Claude junior couvertes à raison de 100 000 \$ par bénéficiaire	130 000 \$	200 000 \$
	Sommes en fiducie pour Dominique junior couvertes à raison de 100 000 \$ par bénéficiaire	130 000 \$	
	Total des sommes en fiducie pour leurs enfants	260 000 \$	
	Total des dépôts :	617 000 \$	
	Montant total couvert pour Claude, Dominique et leurs enfants :	517 000 \$	

Nota : Montants en dollars canadiens comprenant le principal et les intérêts.

Que se passe-t-il si une institution membre de la SADC fait faillite ?

Votre argent vous appartient ; vous devez y avoir accès. La SADC s'applique donc à protéger vos épargnes et à maintenir l'accès à vos services financiers.

Si votre institution fait faillite, nous vous rembourserons les montants assurés (principal et intérêts) dans les jours suivant la faillite.

C'est automatique – Nous vous contacterons à ce moment-là.

Ce que vous pouvez faire

- Donnez à votre institution financière des coordonnées à jour à votre égard, pour que la SADC puisse vous envoyer votre remboursement, s'il y a lieu.
- Sachez ce qui est protégé et ce qui ne l'est pas.

Vous souhaitez en savoir plus ?

La SADC est une société d'État fédérale. Elle est entièrement financée par les primes que lui versent ses institutions membres.

Visitez notre site Web
sadc.ca

Appelez-nous
1-800-461-7232

Ou suivez-nous sur



Ce document contient des renseignements généraux. Il n'a pas pour objet de fournir des conseils juridiques ou financiers.